ASSEMBLÉE NATIONALE

8 janvier 2019

LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1548)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 124

présenté par
M. Cinieri

ARTICLE PREMIER

I. – Rédiger ainsi la seconde ligne du tableau de l'alinéa 3 :

«

6,98	7,29	7,65	8,20	8,99

II. – En conséquence, à l'alinéa 4, substituer au nombre :

« 6 500 »,

le nombre :

« 12 628 ».

III. – En conséquence, rédiger ainsi les deuxième à dernière colonnes de la seconde ligne du tableau de l'alinéa 5 :

«

2987	3100	3211	3330

».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les augmentations prévues par le présent projet de loi de programmation sont très insuffisantes au regard de la situation d'urgence dans laquelle se trouve la Justice.

Il convient donc de les revoir la hausse, notamment pour répondre à la souffrances des personnels pénitentiaires qui sont en difficultés en raison des sous-effectifs d'agents.